

Commission: Conseil des Ministres de la Recherche et de la Technologie

Problématique: Comment l'Europe de la technologie et des sciences peut être une réponse pour surmonter les conséquences du changement climatique?

Auteur: République de Slovénie

Depuis la déclaration de son indépendance, la Slovénie a toujours connu des gouvernements de coalition. Après l'alternance de 2008, où le social-démocrate (et actuel Président de la République) Borut Pahor succéda à la tête du gouvernement au conservateur Janez Janša, lequel était Premier ministre depuis 2004, ce dernier revint au pouvoir en 2012, mais dut une nouvelle fois céder sa place, en 2013, cette fois-ci à une centriste, Alenka Bratušek. Par la suite, la Slovénie a été dirigée par des coalitions conduites par des personnalités revendiquant leur appartenance au centre de l'échiquier politique : Miro Cerar de 2014 à 2018, puis Marjan Šarec, à partir du 13 septembre 2018. Suite à la démission de ce dernier, annoncée le 27 janvier 2020, Janez Janša a été chargé de former le gouvernement le 26 février, devenant Premier ministre pour la troisième fois. La Slovénie poursuit une activité diplomatique importante en Europe du Sud Est en faveur du rapprochement des pays des Balkans occidentaux avec l'Union européenne. Elle a développé des coopérations techniques (jumelages institutionnels, envoi d'experts, etc.) qui lui ont donné un rôle de formateur ou de conseil. Elle se montre disponible pour des missions de dialogue et de bons offices. Les relations bilatérales avec les pays des Balkans occidentaux sont étroites. La Slovénie veille particulièrement au développement de ses intérêts économiques dans cette région où son commerce extérieur enregistre des excédents. Les relations avec la Serbie sont étroites, les entreprises slovènes ayant massivement investi dans ce pays. De plus, la Slovénie entretient des relations très denses, en particulier sur le plan économique, avec l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche.

L'idée que les effets secondaires du développement économique puissent être assez puissants pour perturber les équilibres climatiques planétaires a été difficile à accepter. Pourtant, après plusieurs décennies de scepticisme, le diagnostic scientifique est devenu quasi consensuel : les émissions de gaz à effet de serre provoquées par les activités humaines perturbent dangereusement le climat de la planète. Le Protocole de Kyoto présente indubitablement des limites importantes : les réductions d'émissions obtenues sont faibles au regard des objectifs à long terme ; seul un tiers des émissions mondiales est couvert par le Protocole, et les principaux émetteurs – en volume comme en intensité – n'ont pas d'engagement de réduction de leurs émissions ou n'ont pas ratifié le Protocole. C'est pourtant un premier pas essentiel, qui a démontré, grâce à l'action de l'Europe, la faisabilité d'une politique climatique et l'efficacité d'un marché mondial du carbone.

La Slovénie fait partie des pays ayant bénéficié d'une aide de FEM dans le domaine des technologies économes en énergie notamment en ce qui concerne le chauffage urbain. Ces projets visent à faire la démonstration de technologies et de pratiques qui améliorent la distribution du chauffage et de l'eau chaude sur le plan technique et opérationnel, à instaurer des politiques et des réglementations favorables, et à faciliter l'accès à des financements et des investissements. La Slovénie fait aussi partie des pays ayant bénéficié d'une aide de FEM dans le domaine des technologies à énergie renouvelable notamment les chaudières à biomasse (production de chaleur). Les difficultés rencontrées pour produire de la chaleur à partir des déchets agricoles et forestiers sont identiques à celles qui freinent la cogénération à partir de biomasse. Dans les deux cas, il est indispensable de modifier la réglementation sur les réseaux de chauffage.

La Slovénie a réduit les émissions de quasiment tous les polluants atmosphériques classiques, dont les SOx, les NOx, les COVNM, le CO et le NH3, de même que les rejets de particules et de métaux lourds. Après avoir vu ses émissions de gaz à effet de serre (GES) chuter notablement dans les années 90 dans le sillage des mutations structurelles de son économie, la Slovénie présente un bilan contrasté dans ce domaine depuis 2000. Les émissions de l'industrie manufacturière, du secteur commercial et des ménages ont diminué, mais pas suffisamment pour compenser l'accroissement de

celles des transports. Ce chapitre passe en revue les mesures adoptées par les pouvoirs publics au cours de la dernière décennie pour faire baisser la pollution atmosphérique locale et transfrontière, les cadres institutionnels et stratégiques et les mécanismes en place pour surveiller la mise en œuvre. Il évalue les avancées intervenues dans l'application d'instruments économiques (fiscalité énergétique et automobile, par exemple) et analyse l'efficacité des mesures visant les secteurs de l'énergie et des transports, notamment celles promouvant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Les interactions entre moyens d'action sont également examinées.

En conclusion, nous pouvons dire que la Slovénie est très consciente quant à la crise écologique liée au réchauffement climatique dans le monde et en Europe, elle déploie donc le financement nécessaire afin de notamment baisser ses émissions de gaz polluants et bénéficie d'aides financières permettant de développer la technologie nécessaire afin d'atteindre leur but écologique le plus rapidement possible.